9 février 2011 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la question israélo-palestinienne, l'antisémitisme et sur les "racines juives" de la France, à Paris le 9 février 2011.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,
Je suis heureux de me retrouver une fois de plus parmi vous pour ce diner annuel du CRIF qui est devenu au fil du temps un rendez-vous républicain où se trouvent assis à la même table les représentants de toutes les religions, de toutes les croyances et de toutes les opinions. L'esprit d'ouverture, de respect mutuel qui préside traditionnellement à ce dîner est exemplaire de la façon dont nous devrions apprendre à vivre ensemble avec nos différences.
Monsieur le Président, je ne répondrai pas point par point à votre discours si dense. Permettez-moi seulement d'y faire écho en reprenant pour commencer quelques uns des mots que j'ai prononcés il y a trois ans devant la KNESSET, sur un sujet qui me tient très à coeur :
« Au Moyen-Orient se mélangent et s'affrontent depuis des millénaires des peuples qui ont donné à l'humanité tout entière ce qu'il y a sans doute de plus élevé dans la pensée, de plus beau dans la religion, de plus important dans le savoir. Au Moyen-Orient, tous dans leurs prières parlent d'amour, de justice et de paix. Au Moyen-Orient, tous aiment la vie. Tous sont les enfants d'Abraham. Et tous ont la Bible en partage.
Ayant bu à la même source, ayant partagé si souvent la même histoire, au Moyen-Orient, ils ont tout pour se comprendre et s'entendre. Et cette terre pour laquelle ils se battent avec tant de désespoir, cette terre qui les a tous vus naître, cette terre où reposent leurs morts, cette terre dans laquelle s'inscrit le souvenir de leurs souffrances et de leurs joies qui se ressemblent tant, cette terre dont on pressent, en regardant ce qui a été accompli en Israël, ce qu'elle pourrait donner à force d'intelligence, de travail et de courage, cette terre qui pourrait devenir un paradis pour tous et grâce à laquelle la misère pourrait être vaincue si elle n'était si souvent ruinée par la guerre, cette terre qui pourrait être si féconde si tous la travaillaient ensemble au lieu de verser sur elle le sang des innocents, cette terre devrait unir les peuples au lieu de les opposer. (...)
Juifs, chrétiens, musulmans, doivent se rappeler la parole du Prophète Isaïe :
« Je ferai de Jérusalem mon allégresse. Et de mon peuple ma joie. On n'y entendra plus jamais le bruit des pleurs et le bruit des cris.
Ils bâtiront des maisons, ils les habiteront.
Ils planteront des vignes, ils en mangeront les fruits.
Ils ne travailleront plus en vain et ils n'auront plus des enfants pour les voir périr. »
L'amitié franco-israélienne est une profonde et sincère amitié.
La paix pour Israël et pour la Palestine est une nécessité pour la paix du monde. »
Qu'il me soit permis de rajouter que les vrais amis d'Israël doivent convaincre Israël que la meilleure des sécurités pour elle, c'est l'existence d'un État palestinien moderne et démocratique, en paix et viable. Nous tous qui, pour des raisons différentes, sommes attachés à Israël -- et en ce qui me concerne, c'est toute ma vie politique que j'ai affirmé cette amitié £ Israël et sa sécurité sont pour la France, non-négociables --, mais dans le même temps, la France dit aux dirigeants d'Israël : « vous devez négocier pour construire la paix ». Il n'y aura pas de sécurité

dirigeants d'Israël : « vous devez négocier pour construire la paix ». Il n'y aura pas de sécurité pour Israël sans la paix. Et nous qui sommes des amis solides, inébranlables, nous avons ce devoir de vérité. Je tenais à vous le dire ici, au CRIF, comme je l'ai dit à la Knesset. C'est si facile de tenir un discours pour une salle, un discours pour une soirée. C'est plus difficile de bâtir pour l'avenir et de bâtir pour la vie. C'est un engagement, je vous le dis, qui est très structurant pour la France.

Bien-sûr, il y a les évènements de Tunisie et d'Egypte. Ils ont, ces évènements, une dimension sans doute historique. Ces peuples, je veux dire le peuple tunisien et le peuple égyptien, avec une audace qui les a surpris eux-mêmes, ont dit avec force qu'ils voulaient vivre autrement. Nul n'a le droit de les condamner pour ce qu'ils ont eu le courage de dire.

Ce début d'un printemps des Peuples est positif parce qu'il est authentique.

Les manifestants de Tunisie ou d'Égypte n'ont pas crié « à bas l'Occident », ils n'ont pas crié « à bas l'Amérique », ils n'ont pas crié « à bas Israël ». Ils n'ont pas prôné un retour vers le passé d'un âge d'or islamique mythifié. Et ces manifestants ne se sont attaqués à aucune minorité, Monsieur le Président.

Je me garderai bien de conclure trop vite £ qui peut dire quelles seront les étapes à venir ? Nous avons eu déjà tant de mal à distinguer les étapes récentes. Et qui peut exclure des dérives brutales ou totalitaires ? Personne.

Mais c'est donc notre devoir d'aider ces mouvements £ ce qui ne veut pas dire nous ingérer, avec parfois un certain manque de dignité.

C'est notre devoir car ce sont nos valeurs dont ces peuples se réclament. Et je veux poser cette question : pourquoi ce qui est bon pour nous leur serait interdit ? Et au nom de quelle fatalité le monde arabe serait-il exclu de cette marche inexorable des peuples vers la liberté ?

Je disais c'est notre devoir, mais je veux dire c'est notre intérêt.

C'est notre intérêt car vous l'avez dit Monsieur le Président, les démocraties ne se font pas la guerre.

Quelle meilleure garantie pour la sécurité d'Israël que d'avoir à ses côtés des États qui seraient devenus démocratiques et des peuples libres qui n'auraient pas à chercher ailleurs, quoi, la compensation de leurs propres frustrations ?

Vous connaissez ma conviction : la meilleure garantie de sécurité pour Israël c'est l'existence à ses côtés d'un État palestinien démocratique, viable et souverain.

Je suis convaincu qu'il est possible, qu'il est urgent, de relancer le processus de paix.

Je suis convaincu qu'une reprise des négociations directes serait un signal supplémentaire d'espoir pour tous les peuples de la région.

Les paramètres d'un accord de paix sont connus depuis longtemps. Je ne sous-estime nullement les difficultés de cette négociation mais je vous le dis comme je le dis aux deux camps en présence : le risque de paix est bien moins dangereux que les risques de l'immobilisme.

J'affirme d'ailleurs que la paix entre les Israéliens et les Palestiniens est un problème pour chacune de nos démocraties, parce que sur ce conflit qui n'en finit pas se nourrit le terreau du terrorisme et de l'extrémisme dont nous souffrons aussi.

Vous le savez je plaide également pour une reprise des discussions entre Israël et la Syrie. Malgré le mur de méfiance accumulée, je suis convaincu que cette paix-là aussi est possible.

Et quelle transformation stratégique pour Israël si une normalisation accompagnait une restitution du Golan ! Elle conduirait à un changement radical de la situation des mouvements qui chaque jour, depuis le Liban ou depuis Gaza, menacent Israël !

Je n'oublie pas non plus notre compatriote, j'ai dit notre compatriote car dès mon élection j'ai dit que Gilad SHALIT je le voyais comme un Français et que toucher à Gilad SHALIT, c'était s'attaquer à la France. Il vit aujourd'hui son 1690ème jour de captivité et d'isolement à Gaza. Je l'ai dit à ses parents Noam et Aviva, jamais nous n'abandonnerons leur fils à son sort. Un sort que rien, je dis bien rien, ne saurait justifier ! Rien.

Il est un dernier point de notre politique étrangère dont je veux dire un mot ici : l'Iran. Que les choses soient claires : le monde ne peut pas accepter un Iran doté de l'arme nucléaire et de missiles dont la portée s'allonge d'année en année, en violation complète de la loi internationale.

Un Iran qui, il est vrai, chaque jour alimente l'extrémisme.
A travers des sanctions croissantes il ne s'agit pas de punir le peuple iranien mais de faire comprendre à ses dirigeants que le coût de leur politique irresponsable se fera tous les jours plus lourd, pour eux et pour leur régime. Jamais je n'accepterai que des dirigeants iraniens menacent de rayer Israël de la carte. Et cette position la France l'a affirmée à de multiples reprises. Jamais la France n'acceptera cela.
Soyez certain Monsieur le Président que le droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité, c'est une priorité diplomatique et stratégique pour la France. Mais je veux dire avec la même force que le conflit du Proche-Orient ne doit pas avoir d'impact sur les relations que des Français entretiennent avec d'autres Français.
Nous devons donc à tous les niveaux de la société et de l'État faire oeuvre de pédagogie.
J'en appelle à la responsabilité de chacun, individuellement, et à la responsabilité de tous.
Le jugement en appel des tortionnaires et des assassins d'Ilan HALIMI est de ce point de vue, je le crois, exemplaire. Non seulement il a permis d'établir la terrible réalité mais il a rappelé que dans notre pays, agresser ou tuer quelqu'un en fonction de sa religion ou de son origine était un facteur aggravant.
Il a rappelé, aussi, que personne ne pouvait se prévaloir d'un conflit qui se déroule à des milliers de kilomètres pour justifier son crime.
Il a rappelé à des criminels qui ont cherché à se faire passer pour des soldats qu'ils n'étaient que des criminels, des criminels du plus bas étage qui soit, parce que criminels et lâches.
Des lâches qui ont préparé leur traquenard avec soin et qui n'ont pas laissé la moindre chance à leur victime. Une victime qu'ils ne connaissaient même pas mais qui était juive.
Des lâches qui se sont relayés pendants des jours et des jours auprès d'un jeune homme qui ne leur avait rien fait pour lui infliger un calvaire de dément.
Je suis heureux du jugement qui a été prononcé. Je suis heureux qu'il ait pu rendre à la famille d'Ilan HALIMI confiance dans son pays. Et puisque j'étais ministre de l'Intérieur à l'époque où Ilan a été martyrisé, je puis vous dire que je porte comme un douloureux souvenir le fait que nous n'avons pu retrouver Ilan HALIMI que quelques minutes avant sa mort. Cela restera pour moi un échec, malgré tous les moyens et toutes les forces que nous avions engagés.
Bien sûr, ce travail de pédagogie ne passe pas uniquement par les seules décisions de justice.
L'Ecole doit jouer un rôle essentiel. Les enseignants font un travail important, je leur en suis reconnaissant.
Les médias, et plus particulièrement ce média fédérateur qu'est la télévision, jouent eux aussi un rôle essentiel.
Et qu'il me soit permis ici de féliciter ici le groupe France Télévisions pour le travail de mémoire que le service public accomplit.
Cette politique mérite d'être saluée et d'être encouragée.
Je connais peu de chaînes de télévisions en Europe qui, comme les chaînes du groupe France Télévisions, ont diffusé à des heures de grande écoute une série documentaire comme les commandos de la mort qui a permis à des millions de téléspectateurs français de découvrir l'horreur de la Shoah par balle qui fit plus d'1,5 millions de morts à l'Est de l'Europe.
Enfin je crois pouvoir annoncer, en espérant ne pas trahir de secrets, qu'au mois de mars prochain, France Télévisions rediffusera Shoah, le film de Claude LANZMANN, dans sa version intégrale soit plus de 9 heures de programmes. En tant que Président de la République, je veux dire que je suis fier de cette télévision là.
Mais comme vous venez de le souligner à l'instant, la haine de l'autre, Monsieur le Président, trouve un terreau trop fertile dans la crise économique, sociale et morale qui secoue aujourd'hui le monde.
Les boucs émissaires £ vous appelez ma vigilance, vous avez raison. Mais puisqu'il en est ainsi, je voudrais conclure mon propos en disant un mot du judaïsme. Ce sont des sujets qui m'ont toujours passionné et sur lesquels j'ai des convictions.
Je veux dire en tant que chef de l'Etat, que le judaïsme a contribué à forger l'identité de la

France et chacun d'entre vous, continue à participer à cette alchimie subtile qui fait de nous des Français.
Si la France a des racines chrétiennes, je l'ai rappelé et pourquoi le nier puisque c'est la vérité, la France a aussi des racines juives.
La présence du judaïsme est attestée en France avant même que la France ne soit la France, avant même qu'elle ne soit christianisée.
Il existe en France des bains rituels juifs contemporains de nos églises romanes et des synagogues aussi ornées que des chapelles baroques.
Oui le judaïsme fait partie des racines de la France et chaque Français, quelle que soit sa confession ou son origine, peut en être fier.
Cette longue histoire deux fois millénaire est bien une histoire commune même si personne n'oublie qu'elle a été tachée, déchirée, par la haine et la persécution.
Il ne faut pas oublier les expulsions, les spoliations, les conversions forcées, le port de la rouelle auquel fera sinistrement écho bien des siècles plus tard un autre morceau de tissu jaune.
Je n'oublie pas que la République qui avait émancipé les juifs condamna DREYFUS aux travaux forcés pour ensuite reconnaître et annuler cette monstrueuse injustice.
Je n'oublie pas la période sombre de la collaboration qui vit la Loi mise au service d'une politique antisémite odieuse.
Je n'oublie pas que les forces de l'ordre françaises, sous l'uniforme français, se présentèrent au petit matin du 16 juillet 1942 au pied d'immeubles soigneusement sélectionnés pour arrêter des Français, les parquer au Vel'd'hiv pendants trois jours et trois nuits avant de les envoyer dans des trains français vers les camps de la mort.
Je n'oublie pas ces femmes et ces enfants arrachés au sommeil pour être projetés contre un mur de haine par ceux-là mêmes dont la mission aurait été de les assister et de les protéger.
Je n'oublie rien de tout cela mais notre France n'est pas celle-là, justement parce qu'elle regarde cette histoire en face.
Notre Histoire de France c'est l'Histoire que nous avons construite ensemble, une histoire qui nous est commune et que personne ne peut venir nous contester, vous contester.
Car devant l'Histoire de notre pays, il n'existe pas de communautés ou de minorités. Il existe une seule et même communauté de destin, une communauté qui s'est voulue, un jour de 1789, communauté nationale.
Nous appartenons tous, vous et moi, à cette Histoire-là et à cette France-là.
Cette France, c'est la France qui a vu en des temps très anciens, il y a plus de 15 siècles, juifs et chrétiens pleurer ensemble la mort de Saint HILAIRE, évêque d'Arles et dont les chroniques nous disent que les chants hébreux couvraient de leur plainte ceux des chrétiens.
C'est la France du Salomon de Troyes, le Rabbin RACHI qui vivait en Champagne au XIe siècle et dont l'enseignement talmudique rayonna sur toute l'Europe médiévale.
C'est la France de l'Abbé GREGOIRE montant à la tribune exiger une citoyenneté pleine et entière pour les juifs de France.
C'est la France de ZOLA, c'est la France des CAMONDO, cette lignée qui s'est éteinte pour avoir versé tout son sang pour la France et qui nous a laissé son nom et ses magnifiques collections, faisant ainsi du Peuple Français son seul héritier.
C'est la France de PROUST, c'est la France des Justes, qui vit des milliers de Français de toute condition sauver l'Honneur de la France en sauvant des innocents traqués et pourchassés par la gestapo.
Ces Justes dont les petits enfants peuvent faire désormais le pèlerinage à Yad Vashem grâce à la fondation France- Israël et au magnifique travail de Nicole GUEDJ.
Cette France là, cette France de BLUM, de MANDEL, de CASSIN, de MENDES, sans doute de Robert BADINTER et de l'abolition de la peine de mort.
La France de Simone VEIL et de la liberté des femmes à disposer d'elles mêmes.
Cette France-là est notre bien commun, quelle que soit notre confession ou nos origines.
Voilà la France que tous ceux qui vous ont précédés portaient dans leur coeur alors même que la France semblait les abandonner. Eux savaient bien que la France ne se résumait pas à un vieux

France semblait les abandonner. Eux savaient bien que la France ne se résumait pas à un vieux Maréchal, à son gouvernement et à ses délateurs.
La France qui incarnait, alors, leur espérance n'était pas celle de la collaboration.
C'était la France de Londres, la France Libre, la France de la Résistance.
La France du Vercors, des Glières, du Chambon sur Lignon.
Et ce n'est pas un hasard, Monsieur le Président, si la communauté juive française est la communauté juive la plus importante d'Europe. Il y a, parmi d'autres, une raison à cela que tous nos compatriotes devraient savoir, depuis bientôt deux mille ans, les juifs participent à la vie et à l'histoire d'un pays qui est le leur.
Je sais et je comprends la place particulière que l'Etat d'Israël occupe dans le coeur des juifs du monde entier.
Pour la France l'existence de l'Etat d'Israël est une exigence de la conscience universelle et jamais les juifs de France, jamais, n'auront à choisir entre leur conscience et leur Patrie.
Parce que la France, la France fidèle à elle-même est le pays de la liberté de conscience, le pays dont toutes les valeurs s'opposent irréductiblement au racisme et à l'antisémitisme.
Et pour nous Français la liberté religieuse n'est pas négociable.
Ceux qui croient, ceux qui prient dans le respect des lois de la République ont le droit au respect et à la protection de la République. C'est cela la laïcité.
La prière est silencieuse, la prière n'offense personne, la prière n'agresse personne.
En revanche toute atteinte contre un lieu de culte ou une sépulture doit être regardée comme une atteinte à la République et à ses valeurs fondamentales.
Car c'est alors une forme de sacrilège non plus contre une religion en particulier mais contre toutes les religions, contre toutes les croyances et au fond contre l'Humanité.
Ces attaques ne sont d'ailleurs pas réservées à la seule communauté juive. Mosquées, chapelles, cimetières catholiques ou musulmans ne sont pas épargnés par ce vandalisme religieux.
Chacun, en France, a le droit de ne pas croire en Dieu, personne n'a le droit de le blesser dans ce qu'il a de plus cher en violant la tombe de ses Pères.
Cependant, chacun comprendra aisément que dans le cas des synagogues et des cimetières juifs, ces violences prennent un écho très particulier. Car ces violences font le même bruit que celui des vitrines brisées pendant la nuit de cristal et comment ne pas penser à ce qui a suivi…
C'est pour cette raison que la République s'est mobilisée, j'étais alors ministre de l'Intérieur, et l'on m'indiquait que quand une synagogue brûlait, c'était un acte de vandalisme d'un lieu public.
Non, je n'ai pas accepté cette classification, cette banalisation, car la banalisation n'est rien d'autre que la complicité. Et à cette date, nous avons, vous et nous, engagé un programme de sécurisation de bâtiments appartenant à la communauté juive.
Une nouvelle convention signée en 2010 avec le ministre de l'Intérieur a permis de compléter et de terminer l'immense travail déjà accompli.
Cette détermination n'est peut-être pas étrangère à la baisse de 43% des violences antisémites en 2010 et cela après la hausse enregistrée au moment de la crise de Gaza.
Alors, Monsieur le Président, en concluant votre propos, vous citiez ce vieux proverbe Yddish qui dit qu'un juif est « heureux comme Dieu en France », eh bien permettez-moi de vous dire que mon seul souhait et mon seul objectif, c'est que chacun de vous puisse tout simplement ne jamais cesser se sentir heureux et fier d'être Français. La France a besoin de tous ses enfants. Ici, c'est notre pays, ici c'est votre place, ici vous contribuez à l'identité et au rayonnement de la République Française.
Je vous remercie.